

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 30 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPTOIR AGRICOLE Erstein

35 ROUTE DE STRASBOURG
67270 HOCHFELDEN

Code AIOT : 0006700496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2022 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE Erstein implanté 9 rue Georges BESSE - 67150 ERSTEIN. L'inspection a été annoncée le 13/09/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est motivée par des plaintes de voisinage dénonçant des nuisances de pollutions atmosphériques et sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE Erstein
- 9 rue Georges BESSE - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0006700496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société COMPTOIR AGRICOLE est spécialisée dans la collecte, le séchage, le stockage et le conditionnement de céréales sur la commune d'Erstein.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise à jour de la situation administrative ;
- Surveillance par l'exploitant des émissions sonores ;
- Surveillance par l'exploitant des émissions des polluants ;
- Surveillance par l'exploitant des émissions de poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 1	/	Sans objet
2	Prévention des nuisances dues au bruit	Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 57	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 63	/	Sans objet
4	Contrôle des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant, notamment suite aux résultats des mesures de bruit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26 septembre 1986, article 1				
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée : «Le Comptoir Agricole d'Achat et de Vente de Hochfelden, dont le siège social est situé à 67270 HOCHFELDEN -en la personne de son Directeur Administratif M. Michel KREBS- est autorisé aux conditions suivantes et en conformité des plans et descriptifs produits à procéder à la régularisation des activités classées exercées dans son établissement d'ERSTEIN-Gare. Ces activités sont visées à la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes : (...) »				
Constats : L'exploitant bénéficie d'un arrêté préfectoral du 26 septembre 1986 pour exploiter ses installations. Suite aux évolutions réglementaires des rubriques ICPE, le site est désormais soumis aux rubriques suivantes :				
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume notifié
2160-2a	A	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	Stockage en silos de céréales	Volume : 49 000 m ³

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume notifié
4510-2 (Ex 1131) * Bénéfice des droits acquis	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Stockage de phytos	Quantité : 35 t
A Autorisation E Enregistrement DC Déclaration avec contrôles périodiques (pas de contrôle périodique car l'établissement est sous le sous le régime de l'Autorisation) D Déclaration				
Type de suites proposées : Sans suite				
Proposition de suites : Sans objet				

N° 2 : Prévention des nuisances dues au bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26 septembre 1986, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Les prescriptions de l'instruction technique du 20 août 1985 relative au bruit des installations classées sont applicables. En limite de propriété de l'établissement, les niveaux acoustiques admissibles seront en période de jour 65 dB, en période de nuit 60 dB et en période intermédiaire 55 dB. »
<p>Constats : Ce point de contrôle est principalement motivé par des plaintes de voisinage dénonçant des nuisances sonores liées à l'activité générale du site.</p> <p>L'exploitant indique que les dernières mesures du niveau de bruit et de l'émergence ont été réalisées le 25 octobre 2021 en contexte diurne, lors du fonctionnement des installations de séchage et hors fonctionnement, de manière à caractériser les émergences sur la terrasse du plaignant. L'analyse des mesures montre que les installations sont conformes à la réglementation en vigueur sur la terrasse des plaignants, en terme d'émergence diurne, dans les conditions de mesure du 25 octobre 2021.</p> <p>L'inspection note ces mesures ont été faites conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, uniquement en contexte diurne et sur la terrasse des plaignants. Or, l'inspection rappelle à l'exploitant, que la réglementation applicable au site est celle de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prescrite à l'article 57 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986. De plus, la mesure doit être faite sur les trois périodes, à savoir en période jour, en période de nuit et en période intermédiaire.</p> <p>L'exploitant signale aussi que des travaux ont été réalisés en août 2022 sur un transporteur à chaînes « TCR 16 » afin de supprimer certains bruits gênants pour le voisinage.</p> <p>Il a été relevé lors de l'inspection qu'un salarié utilise une soufflette à air comprimé pour le nettoyage de pièce à l'extérieur en façade Est du séchoir «ROULIN - Tourneso». Cette pratique est source d'émissions sonores dans les conditions normales de fonctionnement au regard de la proximité des habitations voisines (environ 35 mètres).</p> <p>Post-visite, par courriel daté du 21 septembre 2022, l'exploitant informe qu'il a décidé de déplacer la soufflette du séchoir «ROULIN - Tourneso» pour éviter des nuisances sonores supplémentaires.</p> <p>Post-visite, par courriel daté du 4 octobre 2022, l'exploitant a indiqué que la soufflette a été</p>

déplacée en façade Ouest.

En conclusion, l'inspection demande à l'exploitant de faire procéder à des contrôles de la situation, tant pour les bruits aériens que pour les bruits transmis par voie solidienne, par un organisme ou une personne qualifiée, conformément à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 précité et à l'article 57 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986.

Post-visite, par courriel daté du 21 septembre 2022, l'exploitant adresse un bon de commande signé pour une prestation de mesures acoustiques par un organisme qualifié.

L'inspection demande à l'exploitant de modifier sa commande en y rajoutant un point de mesure chez les plaignants en contexte ambiant 24/24 avec les 3 périodes jour, intermédiaire et nuit, et identique aux 5 points en périphérie de site.

En effet, un mat de mesure devra être installé dans la propriété d'un riverain qui sera à déterminer avec les plaignants, dont les coordonnées sont connues par l'exploitant.

Considérant la commande validée et datée du 21 septembre 2022 auprès de la société OTE pour un contrôle des émissions et une intervention prévue le 3 octobre,

L'inspection demande à être destinataire, sans délai, du rapport de contrôle des émissions sonores, dès sa réception.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26 septembre 1986, article 63

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

«Les installations de chaufferie seront soumises aux visites de contrôle et aux examens approfondis prévus par l'arrête ministériel du 5 juillet 1977 et par la circulaire du 16 juin 1977 prise pour son application.»

Constats : Conformément à l'article 63 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986, l'exploitant fait réaliser annuellement une surveillance des émissions atmosphériques des deux sécheurs du site.

L'exploitant indique que les derniers contrôles ont été réalisées les 7 et 26 octobre 2021 et les prochains sont programmés le 23 septembre 2022.

L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer les rapports de contrôle de l'année 2021 et dès réception celui de 2022.

Post-visite, l'exploitant a adressé par courriel du 21 septembre 2022, les rapports demandés.

L'ensemble des résultats des mesures réalisées les 7 et 26 octobre 2021 sont conformes aux valeurs prescrites par l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 modifié relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26 septembre 1986, article 54

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des émissions de poussières

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

«L'exploitant procédera à des mesures régulières des émissions de poussières. (...)»

Constats : Ce point de contrôle est principalement motivé par des plaintes de voisinage dénonçant des nuisances atmosphériques liées à l'activité générale du site.

Conformément à l'article 54 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986, l'exploitant fait réaliser annuellement une surveillance des émissions de poussières des deux sécheurs du site.

L'exploitant indique que les derniers contrôles ont été réalisés le 26 octobre 2021 et les prochains sont programmés le 23 septembre 2022.

L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer les rapports de contrôle de l'année 2021 et dès réception celui de 2022.

Post-visite, l'exploitant a adressé par courriel du 21 septembre 2022, les rapports demandés.

L'ensemble des résultats des mesures réalisées le 26 octobre 2021 sont conformes aux valeurs prescrites par l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet